CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DES LAURENTIDES
MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC

À une séance ordinaire du conseil municipal d'Ivry-sur-le-Lac, tenue le lundi 13 décembre 2021, à 19h30, le conseil de la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac siège, sous la présidence de monsieur le maire André Ibghy, à laquelle sont présents mesdames Julia-Ann Wilkins, Gabriela Opas et Julia Bourke et messieurs Maxime Arcand, David Lisbona et Jean-Pierre Charette.

La directrice générale et greffière-trésorière madame Josiane Alarie, est aussi présente.

Mot du maire

Les Fêtes sont le moment de se retrouver en famille et entre nos amis proches et de partager à notre manière selon nos origines. Bien que l'année 2021 puisse être différente des autres années, pour des raisons évidentes il est encore temps de prendre du recul et apprécier tout de cette vie.

La saison des Fêtes est encrée dans nos traditions, car nous reconnaissons tous l'histoire de notre propre famille et de ceux qui ont établi les rituels personnels que nous gardons pendant cette saison.

Au nom des membres du conseil et des membres de l'équipe administrative, je vous souhaite ainsi qu'à votre famille toutes les bénédictions possibles en ce temps des Fêtes.

J'en profite pour souligner que la réunion du conseil de ce soir sera la dernière réunion de madame Josiane Alarie à titre de directrice générale et nous lui souhaitons encore une fois tout l'épanouissement et le succès possible pour l'avenir. Par la même occasion, je désire vous informer que l'appel de candidature pour le poste de direction générale a soulevé plusieurs excellents candidats. Le comité de sélection a procédé à l'entrevue et a unanimement retenu les services de madame Marie-France Matteau qui commencera à travailler le 17 janvier 2022. Nous souhaitons à madame Matteau un service long, agréable et des plus épanouissant pour notre Municipalité.

1. Présences et quorum

Monsieur le maire, ayant constaté le quorum, déclare la présente séance ouverte.

2. Tenue de la séance en visioconférence

CONSIDÉRANT le décret qui a déclaré l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois;

CONSIDÉRANT l'arrêté de la ministre de la Santé et des Services sociaux qui permet au conseil de tenir sa séance par voie de visioconférence;

CONSIDÉRANT QU'il est dans l'intérêt public et pour protéger la santé de la population, des membres du conseil et des employés municipaux que la présente séance soit tenue par visioconférence et que les membres du conseil et la directrice générale et greffière-trésorière soient autorisés à y être présents et à prendre part, délibérer et voter par la voie de visioconférence;

Il est proposé par le conseiller Maxime Arcand
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le conseil accepte que la présente séance soit tenue par voie de visioconférence.

ADOPTÉE

3. Adoption de l'ordre du jour

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil ont tous reçu un projet d'ordre du jour de la présente assemblée;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil ont pris connaissance de l'ordre du jour;

2021-12-347

Il est proposé par le conseiller Jean-Pierre Charette
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE l'ordre du jour soumis pour adoption au début de la présente séance soit et est adopté.

ADOPTÉE

2021-12-348

4. Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 22 novembre 2021

CONSIDÉRANT QUE la directrice générale et greffière-trésorière a remis, dans les délais requis, à tous les membres du conseil, une copie du procès-verbal de la séance ordinaire tenue le 22 novembre 2021 et qu'en conséquence elle est dispensée d'en faire la lecture;

Il est proposé par la conseillère Julia Bourke
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le procès-verbal de la séance ordinaire du 22 novembre 2021 soit approuvé, tel que présenté.

ADOPTÉE

5. Période de questions portant exclusivement sur l'ordre du jour (maximum 15 minutes)

6. Administration et finances

6.1 Liste des déboursés

2021-12-349

Il est proposé par le conseiller David Lisbona
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac autorise et ratifie, le cas échéant, le paiement des sommes identifiées à la liste des déboursés présentée dans le cadre de la présente séance, pour la période du 17 novembre au 7 décembre 2021, portant notamment les numéros de chèques 5140 à 5171 inclusivement, au montant de 130 475.06 \$.

Certificat de disponibilité de crédit

Je, soussignée, directrice générale et greffière-trésorière certifie sous mon serment d'office qu'il y a des crédits suffisants dans le fonds d'administration pour couvrir les dépenses énumérées à la présente résolution.

Josiane Alarie

Le 13 décembre 2021

ADOPTÉE

6.2 Virements des crédits budgétaires

2021-12-350

CONSIDÉRANT QUE les virements de postes budgétaires permettent de régulariser les postes budgétaires en insuffisance et de permettre un réaménagement du budget alloué en fonction des dépenses effectuées;

CONSIDÉRANT QUE le règlement 2020-114 à l'article 4.2 prévoit que la directrice générale et greffière-trésorière peut effectuer les virements budgétaires appropriés;

Il est proposé par le conseiller David Lisbona
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le conseil autorise les virements budgétaires suggérés, tels que détaillés à la liste préparée par la directrice générale et greffière-trésorière.

ADOPTÉE

6.3 Mandat de l'audit des états financiers pour l'année financière 2021

2021-12-351

CONSIDÉRANT l'offre de service reçue de la firme comptable Amyot Gélinas pour le mandat d'audit de la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac, le mandat de consolidation du rapport financier annuel de la Municipalité avec celui de la RITL ainsi que pour le mandat d'audit de Recyc-Québec pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2021;

Il est proposé par le conseiller David Lisbona
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le conseil nomme Amyot Gélinas à titre d'auditeur de la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac pour l'exercice financier 2021 au montant de 12 010 \$ plus les taxes applicables, le tout tel que plus amplement détaillé à l'offre de services reçue en date du 29 novembre 2021, le tout imputé à même le poste budgétaire numéro 02-13000-413 « Comptabilité et vérification ».

ADOPTÉE

6.4 Avis de motion : Règlement #2021-130 décrétant des travaux municipaux sur le chemin Constantineau et un emprunt de 792 282.92 \$ pour en défrayer le coût

Avis motion

La conseillère madame Julia-Ann Wilkins, donne un avis de motion à l'effet qu'il sera adopté lors d'une assemblée subséquente, un règlement décrétant des travaux municipaux sur le chemin Constantineau et un emprunt de 792 282.92 \$ pour en défrayer le coût.

Le présent avis de motion est accompagné du dépôt du projet de règlement qui est maintenant disponible pour consultation.

6.5 Avis de motion : Règlement #2021-131 décrétant des travaux municipaux sur les chemins Lacasse, Daoust et Fyon et un emprunt de 2 845 385.50 \$ pour en défrayer le coût

Avis motion

Le conseiller monsieur Maxime Arcand, donne un avis de motion à l'effet qu'il sera adopté lors d'une assemblée subséquente, un règlement décrétant des travaux municipaux sur les chemins Lacasse, Daoust et Fyon et un emprunt de 2 845 385.50 \$ pour en défrayer le coût.

Le présent avis de motion est accompagné du dépôt du projet de règlement qui est maintenant disponible pour consultation.

6.6 Registre public des déclarations des membres du conseil

Dépôt

Conformément aux dispositions du dernier paragraphe de l'article 6 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*, la directrice générale et greffière-trésorière déclare que le registre public des déclarations des membres du conseil ne contient aucune déclaration à l'effet qu'une conseillère ou qu'un conseiller aurait reçu en 2021 un avantage excédant 200 \$ qui aurait pu influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui aurait risqué de compromettre son intégrité.

6.7 Nomination d'un maire suppléant et d'un représentant auprès de la MRC des Laurentides et du Conseil d'agglomération ainsi qu'en cas de mesures d'urgence

2021-12-352

Il est proposé par la conseillère Gabriela Opas
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le conseiller Jean-Pierre Charette soit nommé maire suppléant de la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac et qu'il soit nommé également à titre de représentant-substitut du

maire à la Municipalité régionale de comté (MRC) des Laurentides et au Conseil d'agglomération de Sainte-Agathe-des-Monts lorsque le maire est dans l'impossibilité d'y assister ainsi qu'en cas de mesures d'urgence;

QUE cette résolution remplace la résolution numéro 2021-11-333.

ADOPTÉE

6.8 Calendrier des séances ordinaires pour l'année civile 2022

2021-12-353

CONSIDÉRANT QUE l'article 148 du *Code municipal du Québec* prévoit que le conseil doit établir, avant le début de chaque année civile, le calendrier de ses séances ordinaires pour la prochaine année, en fixant le jour et l'heure du début de chacune;

Il est proposé par la conseillère Julia-Ann Wilkins
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le calendrier ci-après soit adopté relativement à la tenue des séances ordinaires du conseil municipal pour 2022, qui débiteront à 19h30 :

• 17 janvier	• 14 février
• 14 mars	• 11 avril
• 9 mai	• 13 juin
• 11 juillet	• 8 août
• 12 septembre	• 11 octobre (mardi)
• 14 novembre	• 12 décembre

QU'un avis public du contenu du présent calendrier soit publié par la directrice générale et greffière-trésorière, conformément à la loi qui régit la Municipalité.

ADOPTÉE

6.9 Acceptation des contrats de travail révisés des employés municipaux

2021-12-354

CONSIDÉRANT QUE selon les contrats de travail présentement en vigueur, on confirme que les employés peuvent compter sur une progression salariale dépendamment du résultat des évaluations de la performance;

Il est proposé par la conseillère Julia Bourke
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le conseil autorise la directrice générale et greffière-trésorière, à signer, pour et au nom de la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac, les contrats de travail révisés de l'adjointe à la direction générale et responsable de la comptabilité et de l'adjointe administrative et service aux citoyens, dont l'ensemble des membres du conseil ont pris connaissance au préalable;

QUE ces contrats de travail remplacent tout contrat, entente ou résolution qui a pu être conclu antérieurement.

ADOPTÉE

6.10 Embauche de la nouvelle directrice générale et greffière-trésorière

2021-12-355

CONSIDÉRANT la démission de madame Josiane Alarie, directrice générale et greffière-trésorière adoptée le 22 novembre dernier;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a procédé à un appel de candidatures paru dans les journaux du territoire des Laurentides et sur les sites internet de l'Union des municipalités du Québec, la Fédération québécoise des municipalités, et du Réseau d'information municipale pour le poste de directrice générale et greffière-trésorière.

CONSIDÉRANT QU'à partir de la banque de curriculum vitae reçus lors du concours pour combler le poste, une candidature a été retenue suite à un processus de sélection;

CONSIDÉRANT QUE le processus de sélection comprenait une présélection, une entrevue de sélection, une vérification des références et un test psychométrique;

CONSIDÉRANT QU'un comité de sélection a été formé et que le processus de sélection a été complété;

CONSIDÉRANT la recommandation du comité de sélection;

Il est proposé par David Lisbona
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE la Municipalité embauche madame Marie-France Matteau, à titre de directrice générale et greffière-trésorière de la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac, pour une durée indéterminée, sous les conditions générales transmises aux membres du conseil ;

QUE le conseil autorise le maire à signer, pour et au nom de la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac, le contrat à intervenir avec madame Marie-France Matteau selon les critères indiqués aux membres du conseil.

QUE madame Marie-France Matteau, en sa qualité de directrice générale et greffière-trésorière, soit et est autorisée à signer tous les effets bancaires et tous les documents officiels de la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac à compter du 15 décembre 2021;

QUE madame Marie-France Matteau soit aussi nommée la personne responsable de la Loi sur l'accès à l'information à compter du 14 décembre 2021;

Que son entrée en fonction soit au plus tard le 17 janvier 2022.

Qu'elle soit investie, à compter de son entrée en fonction, de tous les pouvoirs conférés par le *Code Municipal du Québec* et toutes autres lois applicables au poste de directrice générale et greffière-trésorière.

ADOPTÉE

6.11 Autorisation de signature des chèques

CONSIDÉRANT les besoins administratifs;

2021-12-356

Il est proposé par le conseiller Maxime Arcand
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE la directrice générale et greffière-trésorière madame Marie-France Matteau soit autorisée à signer tous les chèques au nom de la Municipalité.

ADOPTÉE

6.12 Adoption du règlement numéro 2021-129 imposant des taxes, tarifs et compensation pour l'exercice financier 2022

2021-12-357

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal, en vertu du Code municipal et de la Loi sur la fiscalité municipale, peut imposer et prélever annuellement des taxes, tarifs et compensations pour payer les dépenses prévues au budget, les frais, les obligations et emprunts contractés par la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion a été donné et qu'un projet de règlement a été déposé à la séance du 22 novembre 2021;

Il est proposé par le conseiller Jean-Pierre Charette
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le conseil adopte le règlement numéro 2021-129 imposant des taxes, tarifs et compensations pour l'exercice financier 2022.

ADOPTÉ

6.13 Dépôt des rapports d'audit de conformité de la Commission municipale du Québec

2021-12-358

CONSIDÉRANT QUE la Commission municipale du Québec a transmis la version définitive des deux rapports d'audit de conformité portant respectivement sur l'adoption

du budget et sur l'adoption du programme triennal d'immobilisations en vertu de l'article 86.7 de la *Loi sur la Commission municipale*;

CONSIDÉRANT QUE ces rapports présentent les constatations et les recommandations qui se dégagent de ces missions d'audit pour les Municipalités de moins de 100 000 habitants et que ceux-ci confirment une conformité à tous les égards pour la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac;

CONSIDÉRANT QUE ces rapports d'audit doivent être déposés à la première séance du conseil qui suit leur réception, tel que prévu à l'article 86.8 de la Loi;

Il est proposé par le conseiller David Lisbona
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le conseil prenne acte du dépôt par la directrice générale et greffière-trésorière des rapports d'audit de conformité émis par la Commission municipale du Québec portant respectivement sur l'adoption du budget et sur l'adoption du programme triennal d'immobilisations.

ADOPTÉE

2021-12-359

6.14 Acquisition d'une partie du lot 28-C (nouveau cadastre 6 111 792) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts de la circonscription foncière de Terrebonne – Matricule 4003-18-1327

CONSIDÉRANT QU'une partie de l'immeuble appartenant à Mme Maryse Lapointe et M. Patrice Lalande, situé au 583, chemin Lacasse représentant une partie du lot 28-C (nouveau cadastre 6 111 792) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts de la circonscription foncière de Terrebonne, soit le matricule numéro 4003-18-1327, d'une superficie d'environ 60 m²;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de faire l'acquisition de cet immeuble pour régulariser une situation où le chemin empiète sur le terrain privé de Mme Maryse Lapointe et M. Patrice Lalande;

CONSIDÉRANT QU'il a été convenu avec les propriétaires qu'ils cèdent ce terrain au bénéfice de la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac, et ce, à titre gracieux;

Il est proposé par la conseillère Julia-Ann Wilkins
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le conseil consente à acquérir une partie de l'immeuble situé au 583, chemin Lacasse comme étant une partie du lot 28-C (nouveau cadastre 6 111 792) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts de la circonscription foncière de Terrebonne, soit le matricule numéro 4003-18-1327, d'une superficie d'environ 60 m², et ce, à titre gracieux et sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit, tel que vu par la Municipalité;

QUE le maire et la directrice générale soient autorisés à signer, pour et au nom de la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac, tous les documents pertinents et nécessaires visant à donner plein effet à la présente résolution, incluant notamment l'acte notarié et les opérations cadastrales;

QUE les frais et honoraires professionnels pour finaliser cette transaction soient à la charge de la Municipalité à titre de cessionnaires.

ADOPTÉE

2021-12-360

6.15 Adoption de la politique de gestion des dons et commandites

CONSIDÉRANT QUE le conseil souhaite se doter d'une politique de gestion des dons et commandites qui se veut un outil d'aide à la prise de décision et a pour but de définir clairement et d'encadrer tout le processus d'évaluation des demandes de soutien adressées au conseil municipal en considérant les orientations prises au fil des ans;

Il est proposé par le conseiller David Lisbona
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le conseil accepte et adopte la politique de gestion des dons et commandites.

ADOPTÉE

7. Urbanisme

7.1 **Rapport du service de l'urbanisme identifiant les permis émis du mois de novembre 2021 - Dépôt**

Dépôt Le registre des permis émis durant le mois de novembre 2021 est déposé à la présente séance.

7.2 **Dépôt du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme**

Dépôt Le procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme tenu en date du 24 novembre 2021 est déposé à la présente séance.

7.3 **Dérogation mineure numéro 2021-057 : 167, route 117**

2021-12-361 Cette demande de dérogation mineure 2021-057 vise à permettre la présence d'un bâtiment et d'un usage artisanal complémentaire à l'habitation d'une superficie de 300 mètres carrés, alors que selon la « Grille des usages et des normes » joint au règlement de zonage numéro 2013-060, la zone visée numéro « C2-105 » autorise un maximum de superficie de 100 mètres carrés à des fins artisanales complémentaires à une résidence.

Questions du public : aucune question ni commentaire n'a été reçu.

CONSIDÉRANT QUE le conseil a pris connaissance de la recommandation favorable du CCU portant le numéro de résolution U21-11-03;

Il est proposé par le conseiller Jean-Pierre Charette
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le conseil autorise la demande de dérogation mineure numéro 2021-057 datée du 28 octobre 2021 pour le 167, route 117.

ADOPTÉE

7.4 **Adoption du calendrier des rencontres du comité consultatif d'urbanisme (CCU) pour l'année 2022**

2021-12-362

CONSIDÉRANT QUE le calendrier fixe la date de remise des documents, de même que la date et l'heure des rencontres du comité consultatif d'urbanisme (CCU);

CONSIDÉRANT QUE le calendrier a été présenté aux membres du CCU lors de la réunion du novembre 2021;

Il est proposé par le conseiller Jean-Pierre Charette
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le calendrier ci-après soit adopté relativement à la tenue des réunions du CCU pour 2022 et que les rencontres se tiennent à compter de 16 h 30 par visioconférence ou en présentiel dépendamment des mesures sanitaires exigées:

Date de dépôt des documents	Séance du CCU	Assemblée du Conseil municipal
10 janvier	19 janvier	14 février 2022
7 février	16 février	14 mars 2022
7 mars	16 mars	11 avril 2022
11 avril	20 avril	9 mai 2022
9 mai	18 mai	13 juin 2022
6 juin	15 juin	11 juillet 2022

11 juillet	20 juillet	8 août 2022
8 août	17 août	12 septembre 2022
12 septembre	21 septembre	11 octobre (mardi) 2022
11 octobre	19 octobre	14 novembre 2022
7 novembre	16 novembre	12 décembre 2022
12 décembre	21 décembre	16 janvier 2023

ADOPTÉE

2021-12-363

7.5 Adoption du règlement numéro 2021-127 modifiant le règlement de lotissement numéro 2013-058 afin de le rendre conforme au règlement 355-2020 modifiant le schéma d'aménagement révisé de la MRC des Laurentides concernant certaines dispositions relatives à la protection des cours d'eau.

CONSIDÉRANT QUE la MRC des Laurentides a adopté le Règlement no. 355-2020 modifiant son schéma d'aménagement révisé afin de modifier certaines dispositions relatives à la protection des cours d'eau et que ce dernier est entré en vigueur le 26 octobre 2020;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité doit adopter un règlement de concordance afin d'assurer la conformité du règlement de lotissement au Règlement no. 355-2020 de la MRC;

CONSIDÉRANT QUE le projet de règlement a été adopté à la séance du 4 octobre 2021;

CONSIDÉRANT QU'une procédure de consultation écrite d'une durée de 15 jours s'est tenue du 23 novembre au 7 décembre 2021 en remplacement de l'assemblée publique de consultation considérant les règles sanitaires liées à la COVID-19 et aux directives ministérielles;

CONSIDÉRANT QU'un règlement de concordance ne contient pas de disposition susceptible d'approbation référendaire conformément à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

Il est proposé par la conseillère Julia Bourke
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le conseil adopte le règlement numéro 2021-127 modifiant le règlement de lotissement numéro 2013-058 afin de le rendre conforme au règlement 355-2020 modifiant le schéma d'aménagement révisé de la MRC des Laurentides concernant certaines dispositions relatives à la protection des cours d'eau.

ADOPTÉE

2021-12-364

7.6 Adoption du règlement numéro 2021-128 modifiant le règlement de zonage numéro 2013-060 afin de le rendre conforme au règlement 355-2020 modifiant le schéma d'aménagement révisé de la MRC des Laurentides concernant certaines dispositions relatives à la protection des cours d'eau.

CONSIDÉRANT QUE la MRC des Laurentides a adopté le Règlement no. 355-2020 modifiant son schéma d'aménagement révisé afin de modifier certaines dispositions relatives à la protection des cours d'eau et que ce dernier est entré en vigueur le 26 octobre 2020;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité doit adopter un règlement de concordance afin d'assurer la conformité du règlement de zonage au Règlement no. 355-2020 de la MRC;

CONSIDÉRANT QUE le projet de règlement a été adopté à la séance du 4 octobre 2021;

CONSIDÉRANT QU'une procédure de consultation écrite d'une durée de 15 jours s'est tenue du 23 novembre au 7 décembre 2021 en remplacement de l'assemblée publique

de consultation considérant les règles sanitaires liées à la COVID-19 et aux directives ministérielles;

CONSIDÉRANT QU'un règlement de concordance ne contient pas de disposition susceptible d'approbation référendaire conformément à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

Il est proposé par la conseillère Julia Bourke
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le conseil adopte le règlement numéro 2021-128 modifiant le règlement de zonage numéro 2013-060 afin de le rendre conforme au règlement 355-2020 modifiant le schéma d'aménagement révisé de la MRC des Laurentides concernant certaines dispositions relatives à la protection des cours d'eau.

ADOPTÉE

Avis motion

7.7 Avis de motion : Règlement numéro 2021-132 modifiant le règlement de lotissement numéro 2013-058 afin d'ajouter une largeur minimale pour un sentier de randonnée, de modifier les dispositions relatives à la superficie minimale et aux dimensions minimales des terrains ainsi que d'augmenter le pourcentage et modifier certaines dispositions relatives à la cession de terrains ou au paiement en argent pour fins de parcs, terrains de jeux ou espaces naturels

Le conseiller monsieur Maxime Arcand, donne un avis de motion à l'effet qu'il sera adopté lors d'une assemblée subséquente, un règlement modifiant le règlement de lotissement numéro 2013-058 afin d'ajouter une largeur minimale pour un sentier de randonnée, de modifier les dispositions relatives à la superficie minimale et aux dimensions minimales des terrains ainsi que d'augmenter le pourcentage et modifier certaines dispositions relatives à la cession de terrains ou au paiement en argent pour fins de parcs, terrains de jeux ou espaces naturels.

Le règlement a pour effet :

- 1° D'ajouter une largeur minimale pour un sentier de randonnée identifié par une opération cadastrale (largeur minimale de 15 mètres);
- 2° D'appliquer les dimensions et la superficie minimales à tout terrain, et non uniquement aux terrains à bâtir, sous réserve des exceptions énoncées au règlement;
- 3° D'augmenter la superficie minimale d'un terrain, dans tous les cas – qu'il soit situé ou non à moins de 100 mètres d'un cours d'eau ou 300 mètres d'un lac, de 4 575 m² à 18 000 m²;
- 4° D'augmenter le frontage minimal d'un terrain situé à moins de 100 mètres d'un cours d'eau régulier ou de 300 mètres d'un lac, de 61 mètres à 100 mètres;
- 5° D'augmenter le frontage minimal au lac d'un terrain situé à moins de 100 mètres d'un cours d'eau régulier ou de 300 mètres d'un lac, de 61 mètres à 125 mètres;
- 6° De retirer les exclusions relatives aux dimensions et superficies minimales d'un terrain en bordure des lacs Manitou et Fer-à-Cheval;
- 7° D'ajouter des exceptions concernant les dimensions et superficies minimales des terrains (aliénation et plan de remplacement; annulation ou correction sans modifier les dimensions et la superficie; fins municipales ou publiques incluant les parcs, espaces verts et sentiers; parties privatives d'une déclaration de type vertical ou horizontal) ;
- 8° De prescrire, pour un projet de lotissement comprenant 3 lots ou plus, avec ou sans chemin privé ou public, une superficie minimale de 18 000 m² avec un frontage minimal 100 mètres, un frontage minimal au lac de 125 mètres et une profondeur minimale de 75 mètres;
- 9° De supprimer les 2^e, 3^e, 4^e et 5^e alinéas de l'article 47 c), lesquels autorisaient la réduction de la superficie minimale de lots à la condition de les désigner en tant qu'espace de conservation et prévoient les diverses modalités applicables;
- 10° D'abroger l'article 52 relatif aux terrains se prolongeant au-delà de la frontière municipale lequel pouvait autoriser une superficie inférieure à 18 000 m²;
- 11° D'augmenter le pourcentage de la cession de terrains ou du paiement en argent pour fins de parcs, terrains de jeux ou espaces naturels, de 5% à 10%;
- 12° D'ajouter une modalité de la cession de terrains ou du paiement en argent pour fins de parcs, terrains de jeux ou espaces naturels pour tenir compte d'une cession ou d'un paiement antérieur;

- 13° De supprimer l'exemption de cession de terrains ou du paiement en argent pour fins de parcs, terrains de jeux ou espaces naturels dans le cas d'une cession ou d'un paiement antérieur;
- 14° D'ajouter une exemption de cession de terrains ou de paiement pour fins de parc dans le cas d'une opération cadastrale qui vise à identifier par un lot distinct la partie de terrain cédée ou à être cédée à un donataire reconnu dans le cadre d'un don de biens écosensibles au sens de l'article 118.1 de la *Loi sur l'impôt sur le revenu*.

2021-12-365

7.8 Adoption du premier projet de règlement numéro 2021-132 modifiant le règlement de lotissement numéro 2013-058 afin d'ajouter une largeur minimale pour un sentier de randonnée, de modifier les dispositions relatives à la superficie et aux dimensions des terrains ainsi que d'augmenter le pourcentage et modifier certaines dispositions relatives à la cession de terrains ou au paiement en argent pour fins de parcs, terrain de jeux ou espaces naturels

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion et un projet de règlement ont été donnés à la séance du 13 décembre 2021;

CONSIDÉRANT QU'une procédure de consultation écrite d'une durée de 15 jours se tiendra à partir du 10 janvier 2022 en remplacement de l'assemblée publique de consultation considérant les règles sanitaires liées à la COVID-19 et aux directives ministérielles;

CONSIDÉRANT QUE ce premier projet de règlement contient des dispositions susceptibles d'approbation référendaire conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*;

Il est proposé par la conseillère Julia Bourke
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le conseil adopte le premier projet de règlement numéro 2021-132 modifiant le règlement de lotissement numéro 2013-058 afin d'ajouter une largeur minimale pour un sentier de randonnée, de modifier les dispositions relatives à la superficie et aux dimensions des terrains ainsi que d'augmenter le pourcentage et modifier certaines dispositions relatives à la cession de terrains ou au paiement en argent pour fins de parcs, terrain de jeux ou espaces naturels.

ADOPTÉE

Avis motion

7.9 Avis de motion : Règlement numéro 2021-133 modifiant le règlement de zonage numéro 2013-060 afin d'augmenter le pourcentage minimal de préservation du couvert forestier, de prescrire des dispositions pour la préservation du couvert forestier dans un sentier de randonnée et d'augmenter la superficie minimale des terrains dans la majorité des zones

La conseillère madame Gabriela Opas, donne un avis de motion à l'effet qu'il sera adopté lors d'une assemblée subséquente, un règlement modifiant le règlement de zonage numéro 2013-060 afin d'augmenter le pourcentage minimal de préservation du couvert forestier, de prescrire une bande minimale pour la préservation du couvert forestier pour un sentier de randonnée et d'augmenter la superficie minimale des terrains dans la majorité des zones.

Le règlement a pour effet :

1. D'augmenter le pourcentage de préservation du couvert végétal sur tout emplacement de 75% à 90%;
2. D'exclure du calcul du pourcentage de préservation du couvert végétal sur tout emplacement la superficie occupée par une aire de stationnement ;
3. De prescrire, pour un lot créé afin d'aménager un sentier de randonnée, que la portion déboisée du sentier ne peut occuper une largeur supérieure de 2 mètres et que l'emprise restante du lot doit être laissée à l'état naturel;
4. D'augmenter la superficie d'un terrain de 4 575 m² à 18 000 m² dans les zones suivantes : P4-101, V2-103, V1-104, C2-105, C2-106, V1-107, C2-108, V1-109, V1-110, V1-111, V1-112, V1-113, V1-114, P3-115, P2-116, P2-117, P1-118, V1-119, V1-120, V1-121, V1-122, V1-123, V1-124, V1-126, V3-125, V3-127, V1-129, V3-130, V1-132.

2021-12-366

7.10 Adoption du premier projet de règlement numéro 2021-133 modifiant le règlement de zonage numéro 2013-060 afin d'augmenter le pourcentage minimal de préservation du couvert forestier, de prescrire des dispositions pour la préservation du couvert forestier dans un sentier de randonnée et d'augmenter la superficie minimale des terrains dans la majorité des zones

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion et un projet de règlement ont été donnés à la séance du 13 décembre 2021;

CONSIDÉRANT QU'une procédure de consultation écrite d'une durée de 15 jours se tiendra à partir du 10 janvier 2022 en remplacement de l'assemblée publique de consultation considérant les règles sanitaires liées à la COVID-19 et aux directives ministérielles;

CONSIDÉRANT QUE le présent règlement de concordance contient des dispositions susceptibles d'approbation référendaire conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*;

Il est proposé par le conseiller Jean-Pierre Charette
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le conseil adopte le premier projet de règlement numéro 2021-133 modifiant le règlement de zonage numéro 2013-060 afin d'augmenter le pourcentage minimal de préservation du couvert forestier, de prescrire des dispositions pour la préservation du couvert forestier dans un sentier de randonnée et d'augmenter la superficie minimale des terrains dans la majorité des zones.

ADOPTÉE

8. Travaux publics

8.1 Programme d'aide à la voirie locale – Volet Entretien des routes locales : Reddition de comptes

2021-12-367

CONSIDÉRANT QUE la directrice générale a pris connaissance des modalités d'application du volet Entretien des routes locales (ERL);

CONSIDÉRANT QUE le formulaire de reddition de comptes ARFNA-S51-3 a été dûment rempli;

CONSIDÉRANT QUE les travaux réalisés ou les frais inhérents sont admissibles au PAVL-ERL;

CONSIDÉRANT QUE le réseau routier pour lequel une demande d'aide financière a été octroyée est de compétence municipale et admissible au PAVL-ERL;

Il est proposé par le conseiller Maxime Arcand
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le conseil de la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac approuve les dépenses d'un montant de 7 322.00 \$ relatives aux travaux d'entretien réalisés et frais inhérents admissibles mentionnés sur le formulaire ARFNA-S51-3, conformément aux exigences du ministère des Transports du Québec.

ADOPTÉE

8.2 Avenant 2 – Mandat de services professionnels en ingénierie relativement aux honoraires pour la surveillance des travaux 2021

2021-12-368

CONSIDÉRANT QUE dans le cadre des travaux de réfection 2021, des activités supplémentaires sont nécessaires relativement à la surveillance bureau et de chantier par la firme FNX-INNOV suite à un dépassement de délai d'exécution des travaux par l'entrepreneur et de la surveillance nécessaire suite à des problèmes constatés lors des travaux 2021;

CONSIDÉRANT QU'un montant de 7 000 \$ sera retenu du décompte provisoire à l'entrepreneur Monco Construction inc.;

Il est proposé par le conseiller Maxime Arcand
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le conseil confirme un avenant au montant d'au plus 9 506.94 \$ plus les taxes applicables à la firme FNX-Innov, le tout imputé à même les crédits budgétaires au poste 03-31000-101 « Règlement d'emprunt 2021 ».

ADOPTÉE

8.3 Avenant 3 – Mandat de services professionnels en ingénierie relativement aux honoraires pour la surveillance des travaux 2022

2021-12-369

CONSIDÉRANT QUE dans le cadre des travaux de réfection 2022, des activités supplémentaires sont nécessaires relativement à la surveillance bureau et de chantier pour assurer une présence à temps plein par la firme FNX-INNOV;

CONSIDÉRANT QUE la nature des travaux de réfection 2022 a changé du chemin Constantineau et que cela nécessitera la gestion durant la construction sur une plus longue période;

Il est proposé par la conseillère Julia-Ann Wilkins
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE le conseil confirme un avenant au montant d'au plus 8 520 \$ plus les taxes applicables à la firme FNX-Innov, le tout imputé à même les crédits budgétaires au poste 03-31000-102 « Règlement d'emprunt 2022 ».

ADOPTÉE

9. Varia

10. Période de question et de commentaires d'ordre général

Aucune question ni commentaire n'a été transmis par les citoyens en regard à cette séance.

Avant la fermeture de la séance, le maire souhaite un très joyeux temps des Fêtes à toutes les citoyennes et tous les citoyens d'Ivry-sur-le-Lac!

11. Fermeture de la séance à 20 h 28

2021-12-370

Il est proposé par la conseillère Julia-Ann Wilkins
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE la séance soit levée.

ADOPTÉE

M. André Ibghy
Maire

Mme Josiane Alarie
Directrice générale et
greffière-trésorière

Je, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code Municipal du Québec

M. André Ibghy
Maire